



5 minutes de lecture

Yelmarc Roulet

Publié dimanche 16 janvier

2011 à 22:39.

PORTRAIT

Martin Killias, le criminologue qui veut désarmer les Suisses

Si l'on vote sur l'arme militaire à domicile, c'est beaucoup à cause de lui. Le plus célèbre professeur de droit pénal de Suisse plaide depuis des années pour le retour du fusil à l'arsenal

C'est le moment tant attendu de se confronter à la volonté populaire. Sans Martin Killias, le rendez-vous du 13 février n'aurait sans doute pas lieu. Le criminologue multiplie ces jours ses interventions pour le retour du fusil à l'arsenal, assumant toute sa paternité dans le débat. Le chiffre des 300 morts par an, qui a ouvert la brèche élargie depuis par plusieurs drames, c'est lui qui l'a lancé.

Il y a longtemps qu'elle le tarabuste, cette question des armes. L'«approche situationnelle» qui soutient tout son travail, c'est-à-dire la recherche des facteurs extérieurs qui favorisent le passage au crime, l'a mis sur la piste. A ses yeux c'est une évidence: le fait qu'une arme soit à portée de main favorise les deux tragédies qui se déroulent souvent à la maison: le suicide et l'uxoricide. Il se souvient du jour lointain où il est allé proposer au président de son parti, le socialiste Helmut Hubacher, une action politique sur ce thème, «qui intéresserait surtout les femmes». Il s'était heurté à une «incompréhension totale». Vingt ans plus tard, il sourit à

pleine moustache. Si l'initiative passe, ce sera en bonne part le fait des citoyennes.

La votation sur les armes, c'est un moment de bonheur entre le criminologue et son parti. Tous deux se retrouvent sur la même longueur d'onde, pour une fois pourrait-on dire s'agissant du thème de la sécurité. Non que le professeur soit devenu antimilitariste. Pour avoir été capitaine, il trouve qu'il faut garder une armée suisse, s'impliquer dans la réforme en cours. Se «désabonner» de l'effort de défense européen, c'est trop facile.

Né en 1948 dans une famille grisonne de la classe moyenne et d'orientation bourgeoise, le jeune Martin Killias adhère au PS dans la foulée de mai 1968. «Je ressentais une forte frustration face aux têtes de béton radicales, qui vous envoyaient voir à Moscou dès que vous posiez une question.» Gret Haller et Regine Aepli sont parmi ses camarades de l'époque.

Mais dans la gauche suisse, le très médiatique Martin Killias n'a pas toujours eu bonne presse. Ses déclarations publiques irritent. La violence augmente? Du fait des jeunes, voire de jeunes étrangers? Il le sent, il le vérifie, il le dit, sans le moindre égard pour le politiquement correct. On le trouve trop répressif. «Le triomphe de l'esprit petit-bourgeois», caricature un camarade. Il n'en a cure. Ce n'est pas en laissant le sujet au populisme de droite qu'on trouvera les meilleures solutions. «A la maison, je dois montrer mon bulletin de vote à ma famille pour prouver que je ne donne pas ma voix à l'UDC», avouait-il plaisamment au TA-Magazin à l'époque de l'initiative sur les minarets.

Le Père Fouettard de la gauche? «J'ai eu longtemps ce rôle, mais le parti a changé.» Des socialistes de la génération suivante, Daniel Jositsch et Chantal Galladé, sont devenus des compagnons de route. Il apprécie le

positionnement de Christian Levrat, l'actuel président du PSS, sur les thèmes de sécurité.

Les critiques de Martin Killias visent aussi l'appareil judiciaire. Il s'en est pris sévèrement à certains procureurs ou juges d'instruction, qui, «parce qu'ils sont évalués en fonction du nombre d'affaires liquidées», poussent les victimes d'agressions à retirer leur plainte. Ce qui tend à «bagatelliser la violence» et les enjeux de sécurité publique. Cela lui a valu des inimitiés dans son milieu professionnel: la propension à la subtilité s'accommode mal d'un fonceur qui parle clair. «Dans le fond c'est un homme d'action qui veut changer les choses», résume un de ses anciens élèves. L'idée de rétablir les petites peines de prison ferme a fini par s'imposer. «On n'a pas la preuve qu'un bref séjour en prison est un passage plus efficace vers la réinsertion, mais on a pu démontrer qu'il n'était pas nocif, contrairement à ce qui a été longtemps prétendu.»

C'est à sa formation anglo-saxonne que le criminologue attribue d'avoir été parfois en décalage. Des faits, des faits et des faits, plutôt que les grands principes qui dominant selon lui la manière de penser française ou allemande. «Toute ma vie j'ai collectionné des données, j'ai peu versé dans les grandes théories.»

Alors qu'il se destinait à devenir avocat, c'est la rencontre avec un criminologue américain qui l'a orienté sur une voie professionnelle assez nouvelle. L'éminent confrère l'avait interpellé sur le «Sonderfall» que représentait la Suisse comme île de sécurité. Aujourd'hui que la Suisse est devenue à cet égard un pays comme les autres, Martin Killias a acquis, grâce à ses sondages, une renommée internationale. L'expert est sollicité de toutes parts, par la police genevoise comme par l'administration Obama.

De Lausanne, où il a dirigé pendant vingt ans l'Institut de criminologie, à Zurich, où il enseigne depuis 2006, Martin Killias est l'homme des prises de position. Il critique le traité d'extradition avec les Etats-Unis, qui coince les autorités suisses dans l'affaire Polanski; dénonce l'arrestation de Kadhafi à Genève, qui viole le principe de proportionnalité; plaide pour l'interdiction des chiens dangereux mais change d'avis sur la libéralisation du cannabis, convaincu par les arguments scientifiques qui démontrent sa dangerosité. Il conteste l'ouverture non-stop des nuits zurichoises, tant le lien entre violence et la consommation d'alcool lui semble évident. Cela agace les Jeunes socialistes, qui l'approuvent certainement en revanche quand il s'attaque à sa manière aux hauts salaires. Et si ceux-ci étaient passibles de gestion déloyale? Pas toujours facile à cataloguer, Martin Killias, sauf comme authentique moraliste.

Son engagement public, il espère lui donner une nouvelle forme cet automne. A deux ans de sa retraite, il est candidat à un siège socialiste argovien au Conseil national. Après avoir orienté les politiques depuis trente ans, ça le démange d'en faire un peu directement.

À propos de l'auteur



Yelmarc Roulet
@letemps
